

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07  
Téléphone : (1) 42.61.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

8830162 G08

## DOSSIER SUR L'ACCORD SUR LA NOUVELLE CALEDONIE

INVITE : JEAN-MARIE TJIBAOU  
-----

28 juin 1988

Q: vous ne pensez pas il y a un mois que ce serait possible...

J.M.T. : "C'était encore très difficile, il y avait les barrages, le statut Pons, la nomadisation, les gendarmes partout et la situation était dans une perspective de guerre civile que sur un accord.

Q: sur place, qu'en dit-on ?

J.M.T. : "Les engagements ont été pris ici par les délégués des parties qui ont participé à la discussion avec le gvt et avec le Premier ministre. Maintenant il est prévu dans le communiqué final que la responsabilité appartient aux responsables des différents mouvements qui ont engagé leurs mouvements, d'obtenir d'eux l'adhésion à ce plan du gvt en retour. Je rappelle que ce projet tient d'une part à l'engagement des parties, à l'engagement du gvt mais aussi à l'engagement par référendum de la nation. Sans cela, cet accord n'aura pas d'avenir.

Q: le Front uni de libération kanak estime que vous n'aviez pas à négocier avec le gvt. Qu'allez-vous lui dire pour le convaincre ?

J.M.T. : "Dans chaque parti politique comme dans chaque syndicat, il y a des objectifs et en principe on négocie au niveau le plus haut pour essayer d'obtenir des avantages. Il faut penser aussi que pour les militants il y a aussi les actions engagées, ou les grèves ou les actions politiques sur le terrain.

.../...

Aujourd'hui il y a 29 prisonniers pour les Kanaks ici en France, une centaine à Nouméa et il y a eu les morts, il y a les veuves, les orphelins. C'est avec tout cela. ce sont ces actions, ces souffrances qui ont obligé les participants à cette réunion à choisir entre continuer à augmenter la souffrance, les deuils de notre pays ou tenter de trouver un petit chemin sur lequel on peut construire l'espérance pour les gens qui habitent chez nous.

Q: votre revendication d'indépendance demeure. Mais ça ne pourra être que dans 10 ans. Qu'allez-vous dire aux jeunes Kanaks qui se sont investis dans ce combat d'indépendance ?

J.M. TJIBAOU : "Le poids de cette responsabilité est important mais il doit être partagé sinon les accords deviennent caducs. Ce poids doit être porté aussi par nos adversaires, par le gvt et par la nation sinon tout est caduc. Hier c'était l'engagement du mouvement pour faire échec au statut Pons, c'était l'objectif de notre congrès de Timbarama pour obtenir du gvt une position meilleure et un processus, une discussion sur le processus d'autodétermination. Vis-à-vis de ces objectifs, nous sommes dans les clous mais en plus, et c'est l'événement, la partie adverse accepte que dans le package qui prévoit des mesures de décolonisation, il y ait dans ce laps de temps qui est long, pour les gens qui sont en prison, pour les familles qui ont souffert, dans ce laps de temps soit prévu un bloc électoral qui s'engagerait maintenant au moment du référendum cette année, qu'il ne soit pas changé, triturer d'ici le scrutin d'autodétermination, ce qui permettrait avec l'évolution normale des populations - étant entendu que 50% de la population aujourd'hui est kanak - ce qui permettrait une issue qui ait des chances. Il y a aussi les mesures de formation, les mesures des équipements des écoles maternelles de l'intérieur - écoles qui ne permettent pas aujourd'hui aux enfants d'accéder correctement à la 6ème comme les enfants de Nouméa ou de Paris. Nous demandons l'égalité des chances et des investissements et des programmes volontaristes de formation, aussi au niveau investissements, entreprises, que l'on puisse permettre à un pays qui accède à l'indépendance, d'avoir les outils les moyens en hommes, en équipements, d'assumer les éléments de souveraineté qui lui reviennent au moment de l'accession à l'indépendance."